

Groupe de travail constitué de Catherine Amaury, Jérôme Dyon, Loïc Vallée, Michel Beaumont, Claude Rousselot et Christophe Lachaise

Validation par le conseil d'administration du 00/00/2024

ENGAGEONS LA TRANSFORMATION DE LA METROPOLE ENSEMBLE – MAINTENANT !

Contribution au grand Débat Fabrique de nos villes et au SCOT Nantes St-Nazaire

Préalable

Écopôle est une association au cœur d'un réseau d'acteurs engagés sur la transition écologique, qui depuis près de 25 ans sensibilise, informe et mobilise les habitantes et habitants sur les thèmes liés à l'environnement, au changement climatique à notre relation à la nature. Cette note d'éclairage sur la « métropolisation » s'inscrit dans la continuité des réflexions menées par Écopôle CPIE Pays de Nantes dans le cadre du Grand Débat « fabrique de nos villes » initié par Nantes Métropole en 2023, d'une part et la consultation ouverte sur le futur SCOT Nantes/Saint-Nazaire, d'autre part.

En s'intéressant à la métropolisation, Écopôle vient interroger ce phénomène de concentration des activités économiques, culturelles, sociales... et des populations, sur le territoire. Le XXème siècle a engendré une croissance urbaine exponentielle de grandes villes. Le système ultralibéral et productiviste a fait le lit des inégalités environnementales et sociales. Les villes ont toujours existé mais jusqu'au début du 20^e siècle, 90 % de la population vivait dans les territoires, plutôt ruraux et en proximité, voire en harmonie avec la nature. Alors qu'il devient urgent de repenser la ville de demain pour l'adapter aux enjeux du XXI^e siècle, il est souhaitable d'envisager de nouvelles formes de développement urbain et de métropolisation, qui tiennent mieux compte des enjeux écologiques et sociaux. Notre réflexion s'inscrit dans une logique rationnelle de respect de l'environnement naturel mais aussi de réparation d'une nature malmenée et très dégradée au fil des années.

Nantes, est devenue une grande agglomération, a grossi en s'adaptant aux aléas et diverses crises économiques, dus au déclin de l'industrie aéronavale et agroalimentaire. Bastion industriel, qui fut le fleuron de la France des années 50 en devenant une ville beaucoup plus tertiaire en sus d'une base industrielle en partie maintenue voire perfusée dans les années 1990. Cette dynamique a conduit au développement permanent de la métropole en créant un déséquilibre majeur avec les autres territoires. Si elle semble avoir structurée de manière positive la ville et ses environs (par exemple, la gestion mutualisée et plus efficace de services autour de l'eau, des déchets... A l'échelle de l'agglomération nantaise), il s'est aussi construit sur la dynamique « généralisée », voire « standardisée » de l'époque, autour d'un développement économique dominant, qui concentre les richesses et l'usage effréné du pétrole, matérialisé par exemple, par la voiture.

Ainsi, le moment est venu de proposer une trajectoire qui corrige au mieux les excès observés et subis. La ville s'est développée rapidement sur les espaces disponibles en créant des quartiers dortoirs, sans vraie âmes, pour s'étendre aux villes voisines et maintenant atteindre les espaces plus ruraux, entraînant des obligations de mobilité, mangeuses d'espaces et productives en CO₂, pour passer de son lieu de nuit à son lieu de travail.

En continuité de son histoire, la ville « métropole » polarise toujours autant le territoire environnant, lui-même structuré localement autour de petites villes qui réplique ce schéma à

petite échelle. Le poids dominant de la métropole entraîne une concentration : d'activités socio-économiques au détriment des territoires voisins, et un étalement urbain impliquant une mobilité toujours essentiellement carbonée... Ces constats amènent naturellement à vouloir mettre le vivant et la nature au cœur du raisonnement et faire en sorte que les hommes et les femmes vivent en harmonie avec la nature en intégrant les composantes, travail, domicile, commerces, culture. Tout en privilégiant pour la grande majorité des actes quotidiens les « circuits courts » : je vis, je travaille, je vote au même endroit, et je participe à la vie sociale et culturelle de ma ville ou de mon quartier.

Ces sujets présentent des défis inédits et Écopôle propose d'élargir et d'approfondir la réflexion afin d'apporter un éclairage, sur l'enjeu majeur de la transition écologique et notre relation nouvelle à la nature. Écopôle s'est largement appuyé sur les études du GIEC¹, de l'IPBES², de l'ADEME³... et propose une approche pragmatique, qui aborde des pistes alternatives pour choisir de manière éclairée et collective le meilleur chemin pour demain.

Nous avons concentré notre réflexion sur la ville de demain sous 3 dimensions : (

- Mettre /penser le vivant au cœur de la démarche
- Mieux équilibrer le territoire (de travail et de vie)
- Renforcer l'implication et participation citoyenne

Lors du Grand débat sur « la Fabrique de la ville⁴ », des attentes fortes et novatrices ont été exprimées par la population, sur la ville nature, sur la ville des courtes distances et sur une nouvelle approche du logement... Ces messages s'imposent comme la nouvelle boussole collective, pour aborder un nouveau modèle de nature systémique qui oblige à ne plus se référer au modèle des 30 glorieuses. Restant à apprendre et à comprendre les défis nouveaux, pour les conduire et les assumer. Certes, Une partie importante des décisions et actions sont extérieures à notre territoire . Mais une part importante des solutions se situent au plan territorial et nous avons donc le devoir d'agir.

Construisons, dès aujourd'hui, l'aménagement urbain autour de la nature

Le respect du vivant et la protection de la nature sont désormais considérés et présentés comme des enjeux prioritaires devant être pris en compte très en amont dans les processus de décisions. C'est d'ailleurs une orientation majeure, retenue par les garants du Grand Débat « fabrique de nos villes », et partagée par bon nombre de nos concitoyens. La création d'espaces de coproduction, de jardins partagés, de zones de cueillette, de nouveaux espaces végétalisés sont des lieux de convivialité, de rencontre, de partage d'expériences de vie et d'amélioration du cadre de vie et de la santé. En partant de l'hypothèse qu'il ne faut jamais se tenir loin de la nature pour se sentir bien, un groupe de chercheur de l'institut de la santé globale de Barcelone (2022) a tenté de quantifier notre besoin d'espaces verts à proximité. La règle des 3-30-300, qu'ils proposent consiste, à voir 3 arbres de son logement, à vivre dans un quartier où il y a 30% d'espace arboré, et à habiter à moins de 300 mètres d'un parc ou d'une forêt. Les tendances observées et annoncées à Nantes et ses environs vont dans ce sens.

Malgré ces initiatives marquantes prises par la collectivité (parcs et jardins publics, végétalisation des espaces publics, animations et éducation à l'environnement...) et les atouts exceptionnels du territoire nantais en matière de « nature » (la Loire et ses affluents, les zones humides...), la prise en compte de la nature doit l'être bien davantage au regard des urgences : morcellement et grignotage des espaces de nature par l'urbanisation, appauvrissement général des écosystèmes et de la biodiversité ; répercussions liées au changement climatique ; pollutions.

¹ Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat

² Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques

³ Agence publique qui accompagne les acteurs de la société dans la lutte contre le réchauffement climatique et la dégradation des ressources.

⁴ <https://dialoguecitoyen.metropole.nantes.fr/project/grand-debat-fabrique-de-nos-villes/step/instruction-et-engagements>

Le caractère très artificialisé de l'espace urbain et la densité de la population génèrent des besoins et des « usages » incompatibles avec le maintien d'espaces naturels écologiquement fonctionnels. Si « l'Homme doit respecter la nature en s'y intégrant sans l'abîmer », c'est bien aux besoins, s'ils existent, de s'adapter aux milieux et pas l'inverse. Sanctuariser les zones humides et les forêts, comme réserves de biodiversité, respecter les arbres et plantations pour favoriser les îlots de fraîcheur et s'adapter au réchauffement climatique, développer les modes actifs respectueux des espaces naturels... sont autant d'actions bénéfiques favorable à la nature et au cadre de vie.

Aussi, la protection des trames vertes (milieux naturels et semi-naturels), bleues (rivières, milieux humides...), noire (pollution lumineuse), brune (sols) et blanche (pollution sonore) doivent s'imposer à tous les acteurs du territoire. Elles visent à préserver et à restaurer un réseau de continuités écologiques pour que les espèces animales et végétales puissent circuler, s'alimenter, se reproduire, se reposer, assurant ainsi leur cycle de vie. Ces espaces représentent des opportunités majeures de pérenniser dès maintenant de manière structurelle les contours de la ville sous un angle écologique.

En définitive, toutes ces concentrations ont largement contribué à la destruction massive du vivant et des habitats. D'autres sujets faisant font partie de notre quotidien et acquis comme notre bien commun sont fortement questionnés ; autour de l'eau, de l'agriculture, du droit à la mobilité, dont c'est une cause majeure d'émission de gaz à effets de serre. L'ampleur systémique des défis doit nous conduire à (ré)inventer ensemble les formules les plus adaptées pour limiter, les effets inévitables des changements écologiques et amener leur acceptation sociale. Mais déjà, une première boussole collective, doit être de ne plus prendre de décisions qui impactent négativement la nature et donc l'avenir de nos enfants.

Vers une métropole plus harmonieuse et respectueuse d'un territoire de vie plus équilibré

Comme d'autres territoires très attractifs en France et en Europe, depuis un demi-siècle, l'agglomération nantaise et son aire d'attraction, l'estuaire de la Loire et plus globalement l'ouest littoral sont en prise avec des problématiques d'étalement urbain de grande ampleur, alimenté par la dynamique démographique, la concentration des emplois en ville et le désir d'une maison individuelle pour nombre d'habitants en capacité de le concrétiser.

En dépit de politiques actives et ambitieuses d'aménagement des territoires, de densification et de diverses restrictions urbanistiques récentes, l'étalement urbain continue de « manger » la nature et induit un usage toujours croissant de l'automobile, coûteux pour tous, collectivités et particuliers.

Comment mieux maîtriser toutes ces problématiques génératrices d'impacts grandissants dans l'ensemble du territoire, quant à la structuration sociale, au fonctionnement quotidien, à la qualité de l'environnement ou encore aux capacités de résilience de la société et globalement à la qualité de la vie ? Et comment envisager la ville et son territoire à long terme pour ce faire ?

Allons vers une densification équilibrée et une diminution progressive du pavillonnaire

Dans un objectif global de résilience de la société et de transition écologique pour un futur durable, les problématiques liées à l'étalement au redéploiement urbain sont à travailler en profondeur et sans attendre avec une vision équilibrée sur tout le territoire- même si cette évolution prendra nécessairement beaucoup de temps.

ZAN (Zéro artificialisation nette) aidant, c'est a priori par la restructuration et la densification que la ville et le territoire devraient évoluer. Cette perspective devra être précédée de précautions pour être bien acceptée par la population au vu des changements du paysage encore en cours aujourd'hui. Cette période de transformation à venir doit conduire à mesurer régulièrement le niveau de résilience et l'impact sur la vie quotidienne des habitants. Cette démarche est vitale pour garantir entre autres la préservation de la nature, une réduction des impacts

environnementaux et énergétiques, une réduction des déplacements à grande distance et une réduction des inégalités dans l'accès aux services essentiels.

Déployons des grappes de villes ou quartiers autonomes favorisant l'harmonie et les circuits courts

La ville des courtes distances déclinée en quartiers denses et mixtes à forte autonomie apparaît un modèle intéressant à développer. Schématiquement, imaginer dans une démarche type « écoquartier », un cœur de ville ou de quartier, avec une « âme » calibrée sur une population suffisante pour tenir une offre de commerce, de services et d'emplois locaux pour limiter les déplacements de travail. Concrètement, cette approche peut s'envisager avec environ 5 000 habitants dans un rayon de 500 m autour d'un cœur actif dense offrant 500 emplois, 50 commerces et services locaux organisés autour d'un espace public fédérateur piétonnier. Les marges entre quartiers sont plus logiquement réservés aux espaces naturels préservés, espaces verts de loisir ou jardins maraîchers).

Un urbanisme « dézonné » est aussi à mettre en place, permettant de mélanger habitat / activités / services dans les polarités de quartier et ainsi réduire l'ampleur des zones d'activités périphériques. Cette structuration peut se faire ex-nihilo sur des friches ou en restructuration de quartiers existants. Chaque quartier répondant au standard « courtes distances » vient constituer une « bulle de vie quotidienne », à forte autonomie, limitant les déplacements extérieurs et à fonctionnement interne quotidien essentiellement piétonnier.

Le territoire s'esquisse donc à terme en un assemblage de ces « bulles de vie quotidienne », avec des « bulles principales » (centre-ville, quartiers majeurs) et des « bulles secondaires » au service de la vie quotidienne locale,

- la grande ville en des bulles nombreuses et resserrées, plus ou moins interpénétrées,
- les polarités secondaires selon un modèle similaire en version réduite quant au nombre de bulles,
- les villages de campagne souvent comme en bulles uniques plus grandes et espacées.

La concentration de l'activité quotidienne au cœur de chaque quartier « bulle » permet une desserte de transport en commun efficace.

Ces évolutions nécessaires à la ville des courtes distances sont à envisager sur le temps long pour ce qui est des restructurations du tissu urbain existant, mais la réalisation de nouveaux quartiers sur des friches semble a priori plus aisée à engager – sous réserve que le standard « courtes distances » soit bel et bien inclus dans la programmation soumise aux aménageurs et débattu avec nos concitoyens

Inventons un nouveau modèle d'implication citoyenne pour réussir cette transformation inédite

L'ampleur et la complexité des sujets à traiter de front confient des responsabilités nouvelles aux élus, mais aussi de nouvelles obligations envers les habitantes et habitants. Les collectivités doivent nous montrer un chemin, apporter une vision claire et compréhensible mais aussi embarquer et coordonner tous les acteurs qui deviendront les ambassadeurs indispensables auprès des habitants.

La métropole de demain doit évoluer en respectant mieux la nature et de manière moins concentrée avec une évolution vers une multitude de « mini-villes » dans l'esprit de la ville du quart d'heure et du cœur de ville. Ces transformations majeures qui vont introduire des changements de mode de vie doivent être socialement comprises, puis acceptées par la population.

Les collectivités devront donner le cap et (ré)inventer un nouveau dispositif pour créer les conditions d'une implication du plus grand nombre. Il s'agit d'engager une démarche collective, impactante, structurée, accompagnée, étalée dans le temps, et qui pourrait être basée sur les principes suivants : transmettre (informer & former) – coopérer, engager et bien sûr mesurer, pour ajuster. De ce point de vue, La convention citoyenne sur le climat nous apparaît comme un

exemple prometteur de mobilisation et de montée en compétence de nos concitoyens, à condition, toutefois, que les propositions élaborées soient appréhendées par nos décideurs.

C'est l'opportunité de remettre l'esprit démocratique au cœur de notre commun en créant; un système de communication plus adapté aux besoins et aux attentes des habitants, d'une part et qui réponde mieux à l'éco-anxiété grandissante, d'autre part.

Nous suggérons quelques pistes concrètes comme base de discussion :

- Rédiger un document pédagogique pour expliquer la vision de Nantes Métropole sur l'atténuation, l'adaptation mais aussi sur « la bifurcation écologique ». (Ces notions restent trop abstraites pour une majorité d'habitants)
- Apporter, aux élu.e.s et décideurs, une vision d'ensemble au niveau du territoire du SCOT sur les enjeux et les différentes alternatives pour poser un socle à partager.
- Poursuivre et renforcer la sensibilisation, l'accompagnement à la prise de conscience, mais aussi l'information, la formation des habitantes et habitants aux enjeux climatiques et de biodiversité pour obtenir leur adhésion et leur implication. Cela implique également de repenser une démarche démocratique locale par une sensibilisation et une éducation de toutes et tous à la citoyenneté ; une éducation populaire à la transition écologique.
- Présenter, ou définir l'organisation envisagée pour impliquer les acteurs intermédiaires (notamment les nombreuses associations) qui pourraient être des ambassadrices actives et indispensables. L'idée est d'envisager une approche collective, coordonnée, pour (re)travailler et partager un commun rénové, faire masse, au service du bien être des habitants.
- Révéler et valoriser les nombreuses initiatives « invisibles » (grassroots⁵) qui existent sur le territoire et contribuent à la résilience du territoire. Au final, ces alternatives sont peu connues et donc peu, voire pas, soutenues dans leur existence et leur épanouissement.

Une volonté de participation citoyenne à Nantes Métropole, mais ?

Le territoire « nantais » est reconnu comme une terre militante, engagé sur les questions environnementales et malgré tous les efforts de la Métropole, une partie importante de la population reste encore en dehors de la connaissance, de la compréhension des enjeux et des impacts et des évolutions majeures à venir. Ce simple constat ne met-il pas en évidence que la concertation actuelle n'est plus à la hauteur des besoins à venir ? L'écologie n'est pas une contrainte mais une chance, un moteur pour le vivre ensemble, un projet de société, un projet de commun à réinventer.

Le Grand Débat « Fabrique de nos villes », engagé par Nantes Métropole, a accouché d'une implication d'ampleur relative, mais d'une grande diversité qui a occasionné des tendances lourdes en termes de souhaits, d'attentes et d'exigences de la part des participants. Toutefois, 5% des habitants sont loin de faire la majorité de nos concitoyens qu'il faut convaincre de soutenir la dynamique évolutive nécessaire. Une partie importante de la population est globalement en retard sur le calendrier des engagements, seulement quelques initiés et militants sont dans le bon rythme avec un niveau de connaissance satisfaisant. Combien de personnes connaissent, le PLU, le PDU, le plan climat de la ville, le SCOT et son rôle ? Pour affronter ces défis, nous sommes face à une métropole peu identifiée des habitants et qui fonctionne de manière très centralisée, voire technocratique.

Dans le même temps, sous l'impulsion de nos décideurs, souvent du gouvernement avec l'aide des préfets, les délais de concertation diminuent, voire disparaissent pour soi disant « plus de facilité et moins de contraintes ». Il faut du temps pour aller au-devant des habitants. Réduire, les délais de concertation, d'acculturation, consiste souvent à éloigner les plus fragiles, à créer de l'incompréhension voire des refus et de la colère.

⁵ Initiatives qui émergent de la base, du territoire, souvent à l'initiative d'habitantes et d'habitants engagés. Il y a derrière ces démarches « grassroot » des formes de spontanéité, d'autonomie, non institutionnelle...

Assurons collectivement une transformation d'une ampleur sans précédent

Pour être au rendez vous de cette transformation, il s'agit de repenser la forme et la méthode des organisations en s'orientant dès maintenant vers des approches plus transversales, avec les acteurs médiateurs existants (les associations et autres acteurs intermédiaires) et plus globalement avec les habitants. Il s'agit d'amorcer un socle de connaissances, et de partage en engageant des actions de manière organisées, structurées, étalées dans le temps, au niveau de chaque micro quartier avec des instruments de mesure à confronter.

Il faudrait à l'évidence s'orienter vers un nouveau modèle de mobilisation citoyenne. Une organisation de la transversalité des moyens pourrait faciliter la coordination des acteurs et les interactions des choix des différents acteurs. Ce schéma, n'a rien d'original pour notre territoire, mais propose une approche plus globale pour faire masse, prendre en considération tous les habitants de par ses particularités socioculturelles et systémiques dans un cadre structuré et bienveillant. Afin de les sensibiliser, informer-former, impliquer, accompagner et valoriser tout au long du processus de la transformation et de son autonomie.

L'ambition de cette nouvelle forme de mobilisation citoyenne collective (à moduler et à adapter en fonction des territoires) consisterait à s'appuyer sur les forces vives du territoire et pourrait ressembler à une mobilisation type « Rendez vous de l'Erdre », ou « Royal de Luxe ». La grande majorité des habitants de la métropole et au delà, s'identifient autour de ces événements emblématiques et se retrouvent pour vivre collectivement, avec un plaisir immense, ces moments de partage qui contribuent au récit collectif de la conversion écologique du territoire. Tous les ingrédients de réussite de cette ambition, sont présents dans la société civile au travers d'une expérience militante historique, un tissu associatif exceptionnel (9 000 associations uniquement à Nantes), des structures professionnelles bien identifiées, une économie solidaire très structurée, un milieu étudiant important et actif, sans oublier le monde éducatif très engagé.

Cette ambition devrait conduire à privilégier et renforcer le dialogue, pour obtenir un maximum de consensus et mieux canaliser les éventuelles colères. C'est un chemin nouveau, difficile, courageux, qui se réalisera par étapes successives.

Pour conclure,

Il ne fait plus de doute que la place de la nature est à réaffirmer, au coeur de l'aménagement de nos villes et de nos territoires. La préservation des milieux naturels est une nécessité, un besoin essentiel. Ce n'est pas une contrainte pour le présent mais bien un enjeu pour l'avenir, en s'accordant sur l'idée que plus aucune décision ne doit impacter le vivant.

Si elle a ses vertus, la concentration des activités et des populations, autour de métropole toujours plus importantes, crée aussi des inégalités sociales et environnementales. Pour corriger ces excès, il est ainsi indispensable de trouver de nouvelles formes d'organisation urbaine, qui tiennent mieux compte de ces réalités, et rééquilibre les territoires autour de bulles de vie quotidienne qui associe habitat/travail/loisirs.

Les modèles de concertation citoyenne doivent être repensés, en permettant une plus grande transparence dans les processus, qui, à coté de l'accompagnement et de la montée en compétence des habitantes et habitants, seront à l'évidence des critères d'implication et donc de réussite. La création d'un «village de la transition écologique» espaces d'expérimentation, de médiation et de rencontres, qui permette de rendre compte régulièrement de l'avancée des actions inscrites dans les feuilles de route métropolitaine, pourrait être un signe permanent et visible de la prise en compte de l'enjeu collectif et démocratique autour de la conversion écologique.

Cette dimension collective, porteuse de sens, ne doit pas nous faire oublier la nécessaire prise en compte, de l'éco-anxiété grandissante, et des inégalités (de territoire, de revenus, etc.) et surtout de ne pas ignorer les inégalités d'exposition à ces effets. Il y a là à repenser un nouveau récit adapté à ce nouveau commun, dans le cadre d'une communication ciblée, vers et pour les habitantes et habitants, au service de la conversion écologique du territoire.